



GREAT LAKES AND ST. LAWRENCE CITIES INITIATIVE
ALLIANCE DES VILLES DES GRANDS LACS ET DU SAINT-LAURENT

RÉSOLUTION 15 – 2010M

Investissements dans l'infrastructure hydrique

ATTENDU QUE les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent sont le plus vaste écosystème d'eau douce au monde, fournissant de l'eau potable à plus de 40 millions de personnes et servant de base économique pour la majorité du Canada et des États-Unis;

ET ATTENDU QUE l'écosystème des Grands Lacs et Saint-Laurent est très vaste et très complexe, et qu'il englobe toute une gamme de systèmes et d'activités humains et naturels;

ET ATTENDU QUE l'écosystème a été soumis à une dégradation extensive au fil des ans, de sources industrielle, agricole, commerciale, et municipale;

ET ATTENDU QUE l'un des problèmes les plus épineux est la gestion des eaux usées et des eaux pluviales par les unités gouvernementales locales;

ET ATTENDU QUE les municipalités sont responsables de fournir une eau potable salubre aux citoyens dans leur communauté;

ET ATTENDU QUE l'infrastructure, pour un grand nombre de systèmes municipaux d'eaux usées et d'eau potable, est vieille et exige d'importantes réparations;

ET ATTENDU QUE le déficit lié à l'infrastructure des eaux usées dans les huit États des Grands Lacs aux États-Unis se situe à au moins 73 milliards de dollars, selon une étude de la *U.S. Environmental Protection Agency*, et que le montant lié à l'eau potable est également important, comme l'est d'ailleurs le déficit d'investissement au Canada pour l'infrastructure des eaux usées et de l'eau potable;

ET ATTENDU QUE les unités locales des gouvernements aux États-Unis et au Canada investissent plus de 10 milliards de dollars chaque année en dépenses d'immobilisations et d'exploitation pour la gestion des eaux usées et les travaux connexes liés à la qualité de l'eau, obtenant la majeure partie de ces fonds à partir des revenus d'exploitation, de l'argent des contribuables et des autorités d'entrepôt;

ET ATTENDU QUE le gouvernement des États-Unis a des programmes de financement pour l'infrastructure des eaux usées, des eaux pluviales et de l'eau potable et que le gouvernement canadien a des programmes généraux d'infrastructure, le montant d'argent à la



disposition des gouvernements locaux est entièrement insuffisant pour éliminer le déficit lié à l'infrastructure dans ces deux pays;

POUR CES MOTIFS, IL EST RÉSOLU QUE l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent demande aux gouvernements fédéraux des États-Unis et du Canada d'augmenter le financement à l'infrastructure à la disposition des gouvernements locaux à un niveau suffisant pour éliminer les déficits d'investissement pour les eaux usées, les eaux pluviales et l'eau potable en 20 ans ou moins.

Signé ce 17^e jour de juin 2010

Denis Lapointe président
Maire de Salaberry-de-Valleyfield
Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent